

Terreur parmi les réfugiés burundais

RD CONGO Au moins 36 personnes ont été tuées par l'armée congolaise

- L'armée congolaise a tiré sur des réfugiés burundais, dont certains étaient peut-être dotés d'armes blanches.
- La situation sur la frontière est très tendue.

Kamanyola, sur la frontière entre le Sud-Kivu et le Burundi, dans la plaine de la Ruzizi, fut longtemps célèbre pour le monument que le président Mobutu y fit construire en souvenir d'une mémorable victoire remportée sur les rebelles en 1964. Aujourd'hui, la petite localité est le lieu d'une tuerie de grande ampleur : au moins 36 réfugiés burundais ont été tués par l'armée congolaise et 183 blessés ont été dénombrés, dont plusieurs grièvement atteints.

Selon un témoin oculaire, des affrontements entre des réfugiés burundais et les forces congolaises ont commencé lorsque les Burundais, munis de couteaux, de bâtons, de machettes ont attaqué un bureau de l'ANR (agence nationale de renseignements congolaise) et tenté de le détruire. Au cours de l'échauffourée, un policier congolais et

un militaire ont été tués. L'officier qui a été inhumé samedi, Mbuza Ndando, était le fils de l'ex-commandant de la 10^e région militaire du Sud-Kivu, le général Mbuza Mabe. « *Leurs*

corps ont été déchiquetés », nous assure un témoin. Les militaires congolais ont alors tiré à balles réelles sur la foule des réfugiés en fureur. Les manifestants burundais entendaient protester contre le fait que, quelques heures auparavant, quatre de leurs compatriotes avaient été arrêtés par la police congolaise alors qu'ils fabriquaient des armes blanches. Les réfugiés craignaient que leurs compatriotes soient ramenés à la frontière de leur pays et remis aux forces de sécurité burundaises.

Au Sud-Kivu, de nombreuses sources assurent que, lorsque des opposants burundais sont ainsi reconduits *manu militari* dans leur pays, ils sont d'abord interrogés par les services burundais puis exécutés.

Le Burundi redoute des infiltrations

Dans le cas actuel, les réfugiés burundais, des Hutus, sont des adeptes d'une prophétesse appelée Zebiya, réputée pour accomplir des miracles après avoir

eu des visions de la Vierge.

Alors qu'autrefois les adeptes de Zebiya se rassemblaient à Kayanza au Burundi, un certain nombre d'entre eux, opposés au président burundais Pierre Nkurunziza et se plaignant de persécutions religieuses, se sont réfugiés depuis cinq ans au Congo et en particulier dans un camp installé à Kamanyola où ils sont plusieurs milliers.

Cette présence de réfugiés non loin de la frontière et donc au mépris des règles internationales en la matière inquiète le pouvoir de Bujumbura, qui redoute des infiltrations d'opposants armés et dont les services de sécurité collaborent avec l'ANR congolaise.

La situation au Sud-Kivu est en effet très complexe : à Bukavu, il n'est pas rare de rencontrer de jeunes Burundais, Hutus ou Tutsis, mais tous opposants au président Nkurunziza, qui assurent qu'après avoir quitté leur pays via le Rwanda, ils ont transité dans des camps de réfugiés au Rwanda puis, de là, ont gagné le Sud-Kivu, quelquefois dotés de fausses cartes d'électeur congolaises afin de déjouer les soupçons de complicités rwandaises ! Cette pré-

sence de nombreux réfugiés burundais au Sud-Kivu, dont des opposants armés, a incité Bujumbura à pratiquer à son tour des infiltrations : des miliciens Imbonerakure (de jeunes Hutus recrutés par le régime) ont été envoyés au Sud-Kivu et aideraient les militaires et policiers

à démasquer et neutraliser leurs compatriotes. Selon des sources locales, la violence des affrontements est due au fait que, parmi les policiers congolais qui tentaient de maîtriser les réfugiés, se trouvaient des hommes s'exprimant en kirundi mais portant des uniformes congolais.

La Monusco a dénoncé une escalade de la violence et déclaré que les forces de défense et de sécurité congolaise auraient « ouvert le feu de manière disproportionnée » et le chef de la Monusco a appelé les autorités à ouvrir des enquêtes judiciaires. Selon un réfugié, ses compatriotes, « chassés comme des animaux » ont trouvé refuge dans une base de la Monusco. Mais selon d'autres sources, les Casques bleus, installés à proximité du camp de réfugiés, ne sont pas intervenus pour protéger ces derniers. ■

COLETTE BRAECKMAN

MONUSCO

Kinshasa annonce une enquête

Kinshasa a annoncé dimanche l'ouverture d'une enquête judiciaire après la mort de dizaines de Burundais tués vendredi par l'armée dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Certaines victimes burundaises, présentées par les Nations unies comme des « réfugiés et demandeurs d'asile », seraient « membres d'un groupe armé », a expliqué à l'AFP le porte-parole du gouvernement congolais Lambert Mende. « Nous avons ouvert une enquête » à la suite des affrontements dans la province du Sud-Kivu, a ajouté M. Mende. La Monusco et son haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) avaient demandé une enquête aux autorités de la RDC. (afp)